**HGGSP THEME 2 - FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX : FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION**

**OBJET DE TRAVAIL CONCLUSIF – LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (6 heures)**

**FICHE UN : LE MOYEN-ORIENT : UNE DÉFINITION GÉOPOLITIQUE**

Les expressions désignent cette région et renvoient à des découpages géopolitiques (point de vue européen) effectués il y a un siècle :

* **Le Proche-Orient** : l’expression – employée par les diplomates français dès la fin du XIX è s. - désigne les régions orientales du bassin méditerranéen, de la Turquie à l’Egypte *[attention à la date en cas d’énumération des Etats]* ; cette région est aussi désignée par l’expression aujourd’hui datée de « Levant ».
* **Le Moyen-Orient** : expression employée et imposée par les Anglo-saxons (*Middle East*) dès le début du XX è s. pour désigner une zone médiane entre Proche et Extrême-Orient, centré sur le Golfe persique = un espace géographique limité par le Levant à l’ouest, l’Iran, le Pakistan et l’Afghanistan à l’Est ; il s’étend du sud du Caucase à la péninsule arabique. L’Egypte est incluse dans cette région.

Toutefois, avec la problématique du terrorisme, le Moyen-Orient englobe depuis la fin du XXème siècle, l’Afghanistan.

* Les Etats-Unis évoquent aussi **le Grand Moyen-Orient** s’étendant du Maghreb à l’Afghanistan en passant par le Machrek et la péninsule arabique. Définition là encore éminemment géopolitique. En effet, l’administration du Président Bush en 2004 élabore une doctrine visant à remodeler le paysage politique et économique de la région : démocratisation et libre-échange car les pour les Etats-Unis pas de paix sans prospérité.

**L’expression de Moyen-Orient est DONC bien de nature géopolitique.**

**FICHE DEUX : LES MULTIPLES FACTEURS DE CONFLICTUALITES AU MOYEN-ORIENT**

|  |  |
| --- | --- |
| Manuel HGGSP NATHAN  Document 1 + QUIZZ  Carte de Jérusalem, ville 3 fois sainte (QUIZZ)  Document 3 : carte d’un manuel | **IDEE 1 : UNE MOSAIQUE ETHNIQUE**  **ARGUMENT 1 : Des Arabes majoritaires mais divisés**  • Sur les 400 millions d'habitants que compte le Moyen-Orient, environ 250 millions sont des Arabes. Mais la langue arabe se décline en plusieurs dialectes (égyptien, syro-libanais) parfois très éloignés l'un de l'autre.  • Les Arabes du Moyen-Orient sont dispersés dans les quinze pays de la région. Ils sont majoritaires dans tous, sauf en Turquie, en Iran et en Israël. Par ailleurs, de nombreux Arabes vivent en dehors du Moyen-Orient, principalement en Afrique du Nord.  Volonté de **PANARABISME** jusque dans les années 1970  **ARGUMENT 2 : Turcs, Persans, Kurdes et Juifs**  • Environ 80 millions de Turcs et autant de Persans vivent au Moyen-Orient.  Les Turcs vivent essentiellement en Turquie où ils constituent la grande majorité de la population au côté d'une importante minorité kurde (environ 20 % de la population). Les Persans vivent pour la plupart en Iran, pays dans lequel ils sont très majoritaires mais qui abrite de nombreuses minorités : Kurdes, Baloutches, Azéris, Arméniens, etc .  • Les Kurdes sont environ 30 millions au Moyen-Orient. IIs vivent pour la plupart dans un espace partagé entre la Turquie (où ils sont environ 15 millions), L’Iran (7 millions), L’Irak [5 millions] et la Syrie [3 millions]. Ils y sont partout minoritaires. C'est pourquoi ils réclament de longue date la création d'un État kurde indépendant. Depuis 2013, ils disposent d'un statut d'autonomie en Irak.   * 6 millions de juifs vivent au Moyen-Orient. Certains descendent de juifs venus d'Europe s'installer en Palestine à part] du XlXe siècle, qui parlaient pour la plupart le yiddish. D'autres descendent de communautés juives d'Orient très anciennes qui parlaient l'arabe ou le persan. La plupart ont aujourd'hui adopté la langue hébreu moderne et vivent en Israël où ils représentent 75 % de la population. Les 25 % restants sont des Arabes, de confession musulmane ou chrétienne. **SIONISME**   **IDEE 2 : UNE MOSAIQUE RELIGIEUSE, source d’instabilité**  **ARGUMENT 1 : Un Islam majoritaire mais pluriel**  • Environ 300 millions de musulmans vivent au Moyen-Orient. Ils ne représentent qu'une petite partie du milliard et demi de fidèles que compte cette religion dans le monde. Environ 75 % d'entre eux sont **sunnites** et 25 % **chiites**. Les groupes musulmans hétérodoxes, qui ont leur propre vision de l'islam, sont généralement comptés dans ce dernier quart, comme les **alaouites** de Syrie ou les **druzes** du Liban et d'Israël.  • Les chiites sont majoritaires dans quatre pays du Moyen-Orient. Ils représentent 90 % de la population iranienne, 70 % de celle du Bahreïn, 60 % de celle de l'Irak et 40 % de celle du Liban.  ISLAMISATION ACTUELLE de la région comme l’iRan depuis 1979  **ARGUMENT 2 : Présence de Juifs et de chrétiens au Moyen-Orient**  • Une dizaine de millions de chrétiens vivent aujourd'hui au Moyen-Orient.  Principalement du fait des persécutions qu'ils ont subies, ils ne représentent plus que 4% des habitants de la région contre 25 % il y a un siècle. Pour la plupart arabes, ils sont divisés en de multiples courants, certains étant catholiques, d'autres orthodoxes. Les deux plus importantes communautés chrétiennes du Moyen-Orient sont les **maronites** libanais et les **coptes** égyptiens.  • Israël, dont 75 % de la population est juive, est le seul État du Moyen-Orient à ne pas être majoritairement musulman. C'est également le seul État au monde où les juifs sont majoritaires. Le judaïsme y prend de multiples visages, ce qui crée parfois des tensions comme entre les ***haredim*** et les partisans de la laïcité. Au Moyen-Orient, on trouve également de petites communautés juives en Turquie et en Iran.  **IDEE 3 : DES RESSOURCES CONVOITEES**  **ARGUMENT 1 : L’or bleu et l’or noir**  • **Le Moyen-Orient se caractérise par un climat aride**. L'eau y est donc indispensable pour pratiquer l'agriculture irriguée. Son contrôle et ses usages constituent un **facteur de tensions entre les États** riverains du Nil [Égypte et Soudan), du Tigre et de l'Euphrate [Turquie, Syrie, Irak) ou du Jourdain [Israël, Palestine, Jordanie, Syrie).  • Le Moyen-Orient concentre **48 % des réserves mondiales de pétrole et 43 % de celles de gaz**. Elles sont très inégalement réparties, les pays riverains du Golfe persique (en premier lieu l'Irak, l'Iran et l'Arabie saoudite) étant les mieux lotis.  **ARGUMENT 2 : Un carrefour stratégique**  • Le Moyen-Orient est un grand producteur mais surtout **un grand exportateur d'hydrocarbures**. Ses principaux clients sont l'Europe, l'Asie et, dans une moindre mesure, l'Amérique du Nord. Les économies de ces continents sont donc étroitement dépendantes de ces importations.  • L'exportation des hydrocarbures du Moyen-Orient repose sur des **infrastructures sensibles**. Oléoducs et gazoducs sont fréquemment la cible d'attaques terroristes. L'exportation par voie maritime est donc privilégiée, ce qui implique de **sécuriser les passages stratégiques**. Le détroit d'Ormuz, qui permet d'accéder au golfe Persique et que l'Iran et l'Arabie saoudite se disputent, en fait partie, tout comme le détroit de Bab-el-Mandeb, qui ouvre la route de Suez et de la Méditerranée, mais est en proie à la piraterie.  Une nouvelle guerre froide entre IRAN ET arabie saoudite |

**FICHE TROIS : DES EXEMPLES DE CONFLITS AU MOYEN-ORIENT DEPUIS 1947**

|  |  |
| --- | --- |
| QUIZ  Carte + Vidéo Le dessous des cartes  QUIZ : Quelle est la nature des conflits ? lien avec Clausewitz (remobilisation des connaissances dans le travail conclusif)  Kepel, Gilles. Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient (French Edition) (p. 26). Editions Gallimard. Édition du Kindle | **IDEE 1 : LES CONFLITS ISRAELO-ARABES**  **ARGUMENT UN : Le 1er conflit israélo-arabe (1948)**  La situation en **1945** : la Palestine est sous mandat britannique, compte **1,2 M d’Arabes et 560 000** Juifs. Ces derniers sont pour la plupart arrivés dans l’entre-deux-guerres. Les Britanniques ont cherché à freiner leur immigration pour conserver de bonnes relations avec les pays de la région ; mais la révélation de la **Shoah accélère l’arrivée des Juifs** et renforce la cause du **sionisme**. Le climat est tendu dans l’immédiat après-guerre et l’échec du mandat britannique est patent. Londres s’en remet à **l’ONU, qui adopte la résolution 181 : L’ONU propose de diviser la Palestine en deux Etats, un Etat juif et un Etat arabe avec union économique.**  Deux Etats discontinus dont les territoires sont reliés par d’étroits corridors.  - Etat juif = étroite bande côtière, Galilée orientale, Néguev (= territoires de l’immigration juive).  - Etat arabe = Galilée occidentale, Gaza, Cisjordanie.  - Jérusalem est internationalisée et placée sous contrôle de l’ONU en raison de la présence des lieux saints.  Les Arabes (Egypte, Syrie entre autres) rejettent le plan de partage de l’ONU et prennent les armes. Les sionistes, quant à eux, acceptent - car le plan leur concède **la souveraineté** et l’immigration sans entrave- et fondent l**’État d’Israël le 14 mai 1948** : reconnaissance immédiate par les EU. Puis par l’URSS.  Les Etats arabes voisins, au nom du panarabisme, déclarent la guerre à Israël. « Guerre d’indépendance » pour Israéliens : **1èr conflit israélo-arabe** qui tourne à l’avantage de Tsahal (l’armée d’Israël). Ce qui entraîne l’exode de centaines de milliers de Palestiniens (700 000 en tout, entre décembre 1947 et juillet 1949) ; c’est la **Nakba** (« catastrophe » en arabe).  Le territoire israélien s’agrandit de 6000 Km² (soit 20000 km² au total). Israël interdit tout **retour des réfugiés** donc la solution diplomatique échoue. Le Proche-Orient entre dans une spirale de violence.  La région est maquée par 2 nouveaux conflits entre Israël et ses voisins arabes, défenseurs du **nationalisme arabe** (contre la présence sémite dans une terre arabe - panarabisme)  - **Guerre des Six-Jours en 1967** est « déclenchée par une offensive aérienne israélienne fulgurante après que le raïs égyptien eut bloqué les détroits de Tiran, à l’entrée du golfe d’Aqaba, pour empêcher l’approvisionnement du port d’Eilat » (**voir carte**). Israël humilie ses adversaires en 6 jours et occupe **Gaza, la Cisjordanie (donc tout Jérusalem**). : + d’un million de Palestiniens passent sous le contrôle d’Israël, dans les **territoires occupés. « C’est l’échec moral ultime des dirigeants arabes »**  - **Guerre du Kippour en Octobre 1973** : Le nouveau président égyptien, **Anouar al-Sadate**, soutenu par des conseillers militaires soviétiques, et en lien avec le président syrien Hafez a-Assad prépare l’assaut sur les positions israéliennes qui aura lieu le 6 octobre 1973 durant le jeûne du Kippour, mais aussi en plein Ramadan. L’effet de surprise permet un succès militaire arabe. Toutefois, Israël rétablit militairement la situation après un début de conflit catastrophique. En effet, Tsahal a retraversé le Canal de Suez, se rapproche du Caire et parvient à 40 Kms de Damas. Cette avancée est rendue possible par le pont militaire aérien américain qui ravitaille quotidiennement l’Etat hébreu.  C’est alors que l’Arabie saoudite et les pétromonarchies vont intervenir de manière décisive dans l’issue finale de la guerre. Les 16 et 17 octobre, les pays arabes producteurs de pétrole, réunis à Koweït, décident en rétorsion une **augmentation unilatérale de 70 % des prix du brut et une réduction mensuelle de 5 % des exportations jusqu’à évacuation des territoires occupés et reconnaissance des droits des Palestiniens**. Le 20 octobre, le roi Fayçal d’Arabie saoudite proclame un e**mbargo** sur les livraisons aux États-Unis et aux Pays-Bas « qui soutiennent Israël ». Le pétrole devient une « arme fatale » et le conflit régional prend une résonnance internationale.  C’est ainsi que malgré un réel avantage militaire, Israël est privé de sa victoire et contraint par les Etats-Unis et les pays occidentaux d’accepter l’armistice et de rendre certains territoires conquis en 1967.  L’Égypte, exsangue, accepte ensuite d’entamer des négociations avec Israël qui aboutissent au voyage de Sadate en Israël en 1977 (discours à la Knesset) et aux accords de **Camp David en 1978** entre Israël (**Menahem Begin**) et l’Égypte (Anouar al-Sadate), sous la houlette des Etats-Unis (**Jimmy Carter**, président). Le traité de paix est signé en 1979. C’est la fin du nationalisme arabe (panarabisme), la fin du conflit israélo-arabe mais une **paix armée/froide**  **IDEE 2 : LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN**  L’épicentre du conflit se déplace vers la **question palestinienne**. C’est la renaissance du **nationalisme** palestinien grâce à l’action de membres de l’élite en exil comme **Yasser Arafat qui crée le FATAH,** lequel prend le contrôle de **l’OLP (ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE) en 1969**. Elle se lance dans des actions **terroristes**, durant les années 70 et 80.  **La première intifada (1987-1993)** confirme la mutation du conflit étatique israélo-arabe en conflit asymétrique israélo-palestinien. L'intifada (« guerre des pierres ») est un soulèvement de la population palestinienne et des organisations politiques des territoires occupés depuis 1967. L'armée israélienne n'est pas opposée à une autre armée mais à une population et à des organisations politiques armées (OLP, Hamas à Gaza).  **IDEE 3 : LES GUERRES DU GOLFE (PERSIQUE)**   * **La guerre du Golfe (1990-1991)** est un exemple type de conflit interétatique impliquant des acteurs régionaux et internationaux. L'Irak de Saddam Hussein envahit le territoire du Koweït en août 1990. Les raisons sont multiples : récupérer un territoire enlevé à l’Irak durant l’Entre-deux-guerres ; mettre la main sur les réserves d’hydrocarbures du Koweït ; dominer les ports du golfe persique et la principale route maritime mondiale. L’Irak deviendrait ainsi un acteur majeur à l’échelle régionale et mondiale.   Face aux enjeux, face au non-respect du **droit international** (« droit des peuples à disposer d’eux-mêmes »), cette invasion est condamnée par la communauté internationale et donne lieu à des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU demandant au pouvoir irakien d'évacuer le Koweït, mettant en place un embargo sur l’Irak (coercition économique) et ordonnant un ultimatum. La phase diplomatique est un échec.  Ainsi, **une large coalition** de 34 pays sous commandement des États-Unis attaque l'armée irakienne. Les lourdes pertes subies par les armées irakiennes lors des opérations de janvier et février 1991 contraignent l'Irak à évacuer le Koweït. La guerre du Golfe voit donc la résolution d'un conflit interétatique régional (Irak-Koweït) par l'intervention d'une coalition majoritairement composée d'armées extérieures à la région sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies.   * Une intervention **unilatérale**: l'invasion américaine de l'Irak (2003 ou la Deuxième guerre du Golfe)   En 2003, les États-Unis envahissent l'Irak pour renverser la dictature de Saddam Hussein. Ils se justifient en affirmant que celui-ci soutient le terrorisme islamiste et développe des armes de destruction massive. Ils font de la démocratisation de l'Irak un modèle pour l'ensemble de la région, qui en réduirait à terme la conflictualité. L’administration du président américain G.W BUSH théorise ainsi la guerre préventive.  Déclenchée sans l'aval de l'ONU (énorme problème de légitimité de cette guerre), l'offensive des États-Unis et de leurs alliés vient vite à bout des troupes irakiennes. Les armées coalisées profitent, comme lors de la première guerre du Golfe, de leur supériorité technologique, notamment aérienne. VICTOIRE MILITAIRE l’objectif politique de rétablir la paix est-il atteint ?  **IDEE 4 : LES CONSEQUENCES DES PRINTEMPS ARABES ET LE CONFLIT SYRIEN** |
|  | À la suite des **printemps arabes** de 2011 qui ont vu le soulèvement de populations contre des dictateurs au pouvoir (Tunisie, Égypte, Syrie), une **guerre civile** éclate en Syrie.  La guerre civile syrienne oppose le président Bachar al-Assad au pouvoir à divers groupes rebelles. À partir de 2014-2015, le chaos syrien s'étend à l'Irak, provoquant une situation d'une très grande complexité impliquant les gouvernements d'États effondrés (Irak, Syrie), des **organisations terroristes** contrôlant de territoires (Daech, front al-Nusra), des forces régionales (Kurdes du PYD syrien, Kurdes du KRG irakien), les puissances régionales (Iran, Arabie saoudite, Turquie) et des puissances internationales antagonistes (Russie, États-Unis).  La guerre civile au Yémen (depuis 2014) oppose ainsi les houthis, des rebelles chiites soutenus par l'Iran, au gouvernement sunnite soutenu par l'Arabie saoudite. |

**FICHE QUATRE : UNE PAIX IMPOSSIBLE ?**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **IDEE 1 : LES ETATS : DES ARBITRES INTÉRESSÉS ?**  ARGUMENT UN : LE JEU AMBIGU DES **PUISSANCES REGIONALES**  ARGUMENT 1 : Même quand il s’agit de **guerres civiles** (intraétatiques), rares sont les conflits moyen-orientaux qui n’impliquent pas **les puissances de la région**, notamment l’Arabie saoudite d’obédience sunnite et l’Iran majoritairement chiite. Il se développe une rivalité stratégique entre ces deux puissances pour l’**islamisation** de la région. On assiste alors à une instrumentalisation des conflits par les puissances régionales (elles peuvent donc attiser les tensions ou jouer un rôle dans le règlement des conflits)  Quelques EXEMPLES précis possibles :  Le rôle des puissances régionales dans la guerre du Kippour :  C’est alors que l’Arabie saoudite et les pétromonarchies vont intervenir de manière décisive dans l’issue finale de la guerre. Les 16 et 17 octobre, les pays arabes producteurs de pétrole, réunis à Koweït, décident en rétorsion une **augmentation unilatérale de 70 % des prix du brut et une réduction mensuelle de 5 % des exportations jusqu’à évacuation des territoires occupés et reconnaissance des droits des Palestiniens**. Le 20 octobre, le roi Fayçal d’Arabie saoudite proclame un e**mbargo** sur les livraisons aux États-Unis et aux Pays-Bas « qui soutiennent Israël ». Le pétrole devient une « arme fatale » et le conflit régional prend une résonnance internationale.  C’est ainsi que malgré un réel avantage militaire, Israël est privé de sa victoire et contraint par les Etats-Unis et les pays occidentaux d’accepter l’armistice et de rendre certains territoires conquis en 1967.  **La guerre civile au LIBAN (1975-1988) : d’une guerre civile à l’instrumentalisation du conflit par les acteurs régionaux**  Liban : **guerre civile** entre : **minorité chrétienne** au pouvoir (les maronites dont est issu le président de la République), classes moyennes et aisées – une **minorité musulmane sunnite** dont est issu le premier ministre - une **majorité musulmane chiite**, paupérisée et marginalisée.  Le 13 avril 1975, des miliciens phalangistes (chrétiens) attaquent un bus transportant des Palestiniens réfugiés au sud du Liban et font 27 morts. La réplique vient des mouvements armés palestiniens mais aussi de la **Syrie** chiite voisine (soutien aux chiites libanais). **Israël**, quant à lui, soutient les Chrétiens pour contrecarrer les attaques des Palestiniens à partir du Sud Liban. D’ailleurs, Israël envahit la quasi-totalité du Liban jusqu’en 2005. Enfin, **l’Iran**, qui ne veut pas laisser une place hégémonique à l’Arabie saoudite, soutient la création du **Hezbollah**, milice armée chiite libanaise en 1982.  Pourtant, c’est l’Arabie saoudite qui est à l’origine des **Accords de Taëf en 1989** qui mettent fin à la guerre civile au Liban et consacrent la défaite des chrétiens et des chiites au profit des sunnites. Paix fragile  ARGUMENT DEUX : UN TERRAIN D’AFFRONTEMENT POUR LES PUISSANCES MONDIALES : UNE REGION SOUS INFLUENCE  Les conflits moyen-orientaux ont une **résonnance internationale** par les multiples enjeux géopolitiques présents dans la région (voir fiche DEUX).   * **Les puissances mondiales s’affrontent dans le contexte de Guerre froide.**   Pour les Etats-Unis, la région, aux frontières nord communes avec le bloc soviétique, doit être endiguée pour éviter l’expansion du communisme (théorie des dominos). De plus, pour le bloc occidental comme pour l’URSS, le Moyen-Orient est la principale réserve d’hydrocarbures.  EXEMPLES d’intervention des puissances internationales dans des conflits régionaux :   * Intervention américaine dans le processus de paix israélo-arabe   A partir des années 1970, les Etats-Unis tentent de résoudre par la diplomatie la question palestinienne. Ces médiations aboutissent à la conclusion des accords de Camp David entre l’Egypte et Israël (1978). Toutefois, la paix qui s’installe alors est une **paix froide et/ou négative**.  L’Égypte, exsangue, accepte ensuite d’entamer des négociations avec Israël qui aboutissent au voyage de Sadate en Israël en 1977 (discours à la Knesset) et aux accords de **Camp David en 1978** entre Israël (**Menahem Begin**) et l’Égypte (Anouar al-Sadate), sous la houlette des Etats-Unis (**Jimmy Carter**, président). Le traité de paix est signé en 1979. C’est la fin du nationalisme arabe (panarabisme), la fin du conflit israélo-arabe mais une **paix armée/froide**   * La **guerre en Afghanistan (1979-1989) : un enjeu régional et international dans un contexte de Guerre froide**   En décembre 1979, les troupes soviétiques envahissent l’Afghanistan, terre musulmane sunnite. Cette invasion est un coup dur aux Etats-Unis qui voient un nouveau pays basculer aux mains du communisme. Pour l’Arabie saoudite, c’est l’occasion de montrer sa puissance et d’affirmer l’hégémonie sunnite en soutenant « les Moudjahidin ». L’Arabie saoudite et la CIA vont financer le Jihad ; la CIA va également faciliter le recrutement (par le Bureau des services, MAK en afghan) et la formation militaire de jihadistes étrangers (càd non- afghans). Le but étant de faire tomber l’URSS. But atteint d’ailleurs, mais à quel prix ? Ben Laden incorpora le MAK dans la structure de recrutement d’Al-Qaida.  Ainsi, « le financement par la CIA des dix années de jihad afghan est estimé à 4 milliards de dollars, à quoi s’ajoutait l’équivalent (matching funds) en pétrodollars saoudiens. Si l’on considère que telle fut la somme à payer pour en finir avec l’URSS, le montant est dérisoire. Mais le prix de cette alliance avec le diable, en rétrospective, et à compter du second attentat contre le World Trade Center et le Pentagone le 11 septembre 2001, fut incalculable. ».  Kepel, Gilles. Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient (French Edition) (pp. 53-54). Editions Gallimard. Édition du Kindle.  La fin de la GF et l’implosion de l’URSS en 1991 entrainent le retrait géopolitique de la Russie dans la région durant la décennie 1990. La nature n’aimant pas le vide, la région va être placée sous influence de l’hyperpuissance américaine.  ARGUMENT 3 : La P**ax americana** à la fin de la Guerre froide (décennie 1990)  Au début des années 1990, avec la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis sont alors une hyperpuissance victorieuse et vont appliquer le **multilatéralisme** (Le Nouvel Ordre Mondial défini par G. BUSH à la suite de la Première Guerre du golfe) dans les relations internationales. En effet, soucieux de défendre leurs intérêts libéraux, les Etats-Unis, en tant que gendarmes du monde, interviennent dans les conflits avec la communauté internationale (donc grâce au rôle de l’ONU). Ils sont les **acteurs majeurs** dans la région pour imposer une « Pax americana », bien fragile cependant.  Ainsi, les Etats-Unis interviennent avec l’ONU à la tête d’une coalition de 34 pays pour régler la 1ère guerre du Golfe.  En 1993, les Etats-Unis permettent la signature des accords d’Oslo entre les Palestiniens et Israël. La première intifada trouve une issue dans **les accords d'Oslo (1993-1995)** sous l'égide du président américain **Bill Clinton**. Politiquement : création d’une **Autorité palestinienne** présidée par Arafat et d’un Conseil législatif élu en 1996. L’Autorité palestinienne n’a pas les pouvoirs d’un Etat souverain (relations extérieures, défense…) et ses compétences sont limitées (éducation, santé, police…).  Territorialement : l’Autorité palestinienne contrôle 70 % de Gaza (Israël finit par s’en retirer totalement) et une partie de la Cisjordanie.  L'assassinat de Yitzhak Rabin (1995), la poursuite de la **colonisation**, la seconde Intifada (2000-2006) et le retour régulier des violences (l'opération « plomb durci » à Gaza en 2008-2009, notamment) provoquent le durcissement et la radicalisation des positions des deux parties. L'administration Trump (depuis 2017) a un parti pris résolument pro-israélien : le processus de paix est au point mort. Un **mur** séparant les deux peuples en est le symbole.  En 2001, en application du multilatéralisme, les Etats-Unis à la tête d’une coalition et sous mandat onusien, interviennent en Afghanistan pour combattre le terrorisme d’Al-Qaida.  En 2003, les Etats-Unis décident de renverser le dictateur irakien Saddam Hussein, plongeant l’Irak dans une **longue guerre civile** qui déstabilise toute la région. L’échec de la Pax americana.  **ARGUMENT 4 : Le bourbier irakien : l’échec de la paix et le retour de la Russie comme acteur majeur dans la région – l’impossible pacification de l’Irak**  **À la suite du départ de Saddam Hussein, la communauté chiite sort renforcée de l'intervention américaine.**  Numériquement majoritaire, elle profite de la démocratisation pour accéder au pouvoir, jusque-là aux mains des sunnites. S'estimant lésés, ces derniers s'engagent en grand nombre dans une guerre asymétrique au sein de groupes jihadistes (= sunnites) se réclamant d'al-Qaida. Ils harcèlent les soldats de la coalition et de l'armée irakienne en leur tendant des embuscades. Ils prennent également en otages des Occidentaux et multiplient les attentats contre la communauté chiite irakienne.  **Les tensions entre les communautés débouchent sur une guerre civile.**  Chiites, sunnites et Kurdes se dotent de **milices**, financées par des puissances régionales qui les instrumentalisent pour défendre leurs intérêts respectifs. Ces affrontements s'achèvent sur une victoire des milices chiites alliées à l'Iran qui consolident leur mainmise sur l'État irakien. Au nord, les Kurdes conquièrent une large autonomie. Mécontents de leur sort, de nombreux sunnites apportent leur soutien aux jihadistes anti-chiites de Daech à partir de 2013.  **Daech** profite en effet du désordre pour mener une **guérilla terroriste**, multiplier les actes de cruauté - mis en scène sur Internet, cumuler les succès militaires et construire un califat islamique entre l'Irak et la Syrie (2014).  Après le retrait de leurs forces armées en 2011, les États-Unis prennent la tête d’une coalition arabo-occidentale en 2014 pour anéantir Daech grâce à des frappes aériennes en soutien de l'armée irakienne et des milices kurdes. Incapables d'instaurer une paix positive en 2003, perdus dans le brouillard d'une guerre montée aux extrêmes, les États-Unis se révèlent impuissants à dicter leur loi dans un monde désormais multipolaire.  **Les puissances extérieures à la région sont impliquées dans le conflit irako-syrien** mais sont divisées voire opposées. La Russie soutient la Syrie et s’oppose de fait à la France et aux États-Unis. Or, ces trois Etats sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et , ayant un droit de veto, aucune résolution décisive ne peut être adoptée aux Nations unies. Le conflit irako-syrien devient un symbole de l'incapacité de l'ONU et de la communauté internationale à agir efficacement afin de garantir la paix dans la région. |
|  | **IDEE DEUX : L’ONU : UNE EFFICACITÉ MISE À RUDE ÉPREUVE PAR LES CONFLITS MOYEN-ORIENTAUX**  ARGUMENT UN : L'ONU et la question palestinienne  En 1947, l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe. Son rejet par les Arabes entraîne la première d'une longue série de guerres, qui provoque un exode massif de Palestiniens. L'ONU crée en 1949 I'UNRWA pour venir en aide à ces réfugiés. Au terme de la guerre des Six­Jours (1967) qui voit Israël étendre massivement son territoire, l'ONU adopte la résolution 242 qui exige le retrait israélien des territoires occupés.  Dans un contexte de guerre froide, Du fait de la division des membres permanents du Conseil de sécurité, l'ONU s'avère incapable de faire appliquer ses résolutions en Palestine et notamment de mettre fin à la colonisation de la Cisjordanie. Les États-Unis, qui se sont rapprochés d'Israël dans les années 1960, utilisent systématiquement leur droit de veto pour bloquer toute résolution défavorable à leur allié.  D’autres acteurs tentent alors de prendre le relais de l’ONU. EXEMPLE : la conférence de Paris pour la Paix au Proche-Orient en 2017  ARGUMENT DEUX : L'ONU et la question irakienne  La première guerre du Golfe (1991) symbolise la renaissance de l'ONU.  L'institution avait été largement paralysée durant la guerre froide par le droit de veto dont disposaient Soviétiques et Américains. En 1991, l'affrontement bipolaire est terminé et l'URSS soutient l'envoi d'une force armée sous commandement américain pour libérer le Koweït.  La seconde guerre du Golfe (2003) révèle les limites de l'ONU. Du fait des veto russe et français à l'intervention américaine en Irak, l'ONU n'autorise pas cette guerre, ce qui n'empêche pas les États-Unis et leurs alliés de la mener. Grâce au droit de veto dont ils disposent tous deux, Américains et Britanniques ne sont nullement sanctionnés par l'ONU pour cette violation du droit international.  **IDEE 3 : LES ACTEURS NON-ÉTATIQUES : UN POIDS CROISSANT**  ARGUMENT UN : La prolifération des milices  Les conflits moyen-orientaux impliquent souvent des combattants irréguliers. Par définition, les groupes auxquels sont affiliés ces derniers ne disposent pas des structures diplomatiques qui permettent aux États de négocier entre eux. Cette difficulté à établir un dialogue avec certains groupes combattants complique la résolution des conflits.  EXEMPLE : 2019 : attaque de l’ambassade américaine en Irak par des milices chiites soutenues par le Hezbollah. Réaction américaine : assassinat du général Souleymani, héros iranien. Cela attise des tensions déjà fortes entre les deux Etats.  AUTRE EXEMPLE : Le Hezbollah au Liban attaque + enlève à la frontière, des soldats israéliens en soutien à la cause palestinienne. En réponse, **une montée aux extrêmes** : plus de 1000 morts civils (, des infrastructures civiles libanaises détruites. Bilan : 150 soldats israéliens morts, 250 membres du Hezbollah. Cela freine le processus de paix entre l’Autorité palestinienne et Israël.  Ainsi, la plupart de ces groupes sont financés par des États pour lesquels ils combattent par procuration. Par exemple, l’Iran soutient financièrement et militairement le Hezbollah libanais et s’implique ainsi dans le conflit israélo-palestinien. Cela permet à ces derniers de limiter les risques de représailles en brouillant les pistes sur l'origine des attaques qu'ils commanditent. II reste possible de négocier avec ces milices en passant par l'intermédiaire des États qui les « parrainent »  **ARGUMENT DEUX : Les organisations non gouvernementales**  Premières concernées par les retombées des conflits, les sociétés civiles ont un rôle à jouer dans leur résolution. Au Moyen-Orient et en dehors, de nombreuses ONG prennent position dans les conflits de la région.  Certaines comme Human Rights Watch sensibilisent les opinions publiques, d'autres comme Taayoush font pression sur les États ou tentent de proposer des solutions. Par exemple, en 2006, Amnesty International dénonce les opérations israéliennes de crime de guerre au vu du très lourd bilan civil. Israël explique alors que le Hezbollah a sa part de responsabilité dans ces destructions en se cachant parmi les civils qu'il utilise comme [bouclier humain](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bouclier_humain).  Certaines organisations essaient de peser dans le rapport de force entre belligérants pour les pousser à la table des négociations. C'est le cas avec la campagne **BDS**. Comme les milices non étatiques, ces organisations ne sont toutefois pas toujours aussi indépendantes des États qu'elles le prétendent et peuvent être instrumentalisées par eux. |